

Des élus forcent la porte de l'usine



Des élus ont réussi à rencontrer le directeur de Renault Douai.

► Drôle de journée pour l'hôtesse d'accueil de l'usine Renault. Mardi 2 mars, son après-midi a été mouvementé. En cause, des élus, dont deux députés, Jean-Jacques Candelier (PC) et Marc Dolez (Parti de gauche) en colère ou du moins très déterminés à rencontrer le directeur. Informés du démontage de la ligne 18, et de l'éventualité de bonus pour les cadres, les élus souhaitaient avoir des explications auprès du nouveau directeur de l'usine, Philippe Descamps.

« Peu après 15h, une petite dizaine d'élus se sont présentés à l'accueil, raconte la jeune femme. Ils m'ont dit qu'ils ne partiraient pas sans avoir vu le directeur. » L'hôtesse explique que la demande des élus a été refusée dans un premier temps. « Le directeur des ressources humaines leur a expliqué que le directeur restait sur sa décision », se souvient la jeune femme qui a assisté au spectacle. Deux heures durant, les discussions ont continué, et peu après 17h, les élus parviennent finalement à entrer dans le site.

Du forcing en somme. « Ils avaient la main sur la poignée de la porte. Ils se sont faufilés dans le passage lorsqu'un employé a ouvert la porte pour sortir. » Elle n'a rien pu faire. La détermination des élus a finalement payé puisque ces derniers ont tout de même pu rencontrer Philippe Descamps. « Le directeur a confirmé le démontage de la ligne 18. Il a déclaré qu'elle pourrait être remontée à l'avenir », explique Jean-Jacques Candelier.

D.K.